

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1777>



Laurent Cadreils : Leur politique n'est pas la nôtre

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2014-2015 - Conseil national des 5 et 6 novembre 2014 -



Date de mise en ligne : samedi 8 novembre 2014

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Le gouvernement Valls, avec le zèle des convertis, assène l'idée thatchérienne qu'il n'y a pas d'alternative à l'austérité. Avec le budget 2015, le gouvernement accentue considérablement les coupes budgétaires dans les services de l'Etat (-7,7 milliards), les collectivités territoriales (-3,7 milliards) et la protection sociale (-9,6 milliards).

En termes budgétaires, leur politique n'est pas la nôtre.

François Hollande a jusqu'ici poursuivi la politique d'austérité mise en oeuvre durant la deuxième moitié du quinquennat de Sarkozy. Comme l'indique l'OFCE, « au total, de 2010 à 2013, la restriction a atteint un niveau inégalé depuis l'après-guerre, soit presque 5 points de PIB en cumul ».

L'engagement européen de réduction du déficit public et le manque à gagner de recettes dues aux cadeaux fiscaux et en particulier au pacte de responsabilité ont produit une forte pression sur la fiscalité des ménages et sur les dépenses publiques. C'est bien dans ce cadre que la FSU ainsi que la CGT, Solidaire et FO ont refusé, à juste titre, de servir de caution lors de la conférence sociale du printemps dernier.

Cela engendre des effets dévastateurs pour les catégories populaires et ralenti toute possibilité de reprise. Le poids de la fonction publique et de la commande publique sont centraux pour relancer une croissance respectueuse de l'environnement et de justice sociale.

Dans l'éducation, leur politique n'est pas la nôtre.

Ce budget ne répond pas à la nécessité de transformer l'école pour qu'elle puisse jouer son rôle émancipateur, en particulier pour les milieux populaires. Les postes créés seront quasiment entièrement épongés par la hausse démographique. Le nombre d'élèves par classe, comme le Plus de maîtres ou la scolarisation des moins de 3 ans ne seront pas améliorés.

L'austérité aggrave les conditions de travail des enseignants et le gel cumulé du point d'indice de 2010 à 2014 entraîne une baisse de 6% de leur pouvoir d'achat.

A cela s'ajoute l'idée développée par un gouvernement, dit de gauche, que l'impôt est un frein à la croissance, que la fonction publique coûte cher, que les chômeurs ne veulent pas travailler...

En 15 ans nous sommes passés de la gauche plurielle à la gauche plus rien. Plus rien de gauche pour un gouvernement libéral et autoritaire.

Nous le savons les uns et les autres il y a urgence à redonner des perspectives de progrès social et émancipatrices aux salariés, aux chômeurs, aux jeunes car leur politique n'est pas la nôtre. Dire qu'une autre société est possible et nécessaire cela fait partie de notre projet syndical. Transformer l'école et la société.

Si nous n'arrivons pas à porter ce discours haut et fort, à être audibles, d'autres pendant ce temps là, ratisse sur les fanges et développe le vote front national comme un vote antisystème.

Pour cela le mouvement syndical doit prendre toute sa place pour recréer les alternatives, poser la question de la légitimité de la dette. La part de la dette due aux cadeaux fiscaux est de 59%.

Ce qui se passe dans le cadre du collectif AAA (Alternative à l'Austérité) qui regroupe, dans la continuité du 12 avril, organisations syndicales, associatives et politiques doit être une première pierre. Il faut que le SNUipp, avec la FSU puisse être partie prenante de ce collectif et renforcer ainsi sa dimension syndicale.

La semaine d'action de la FSU pourrait commencer dès le 15 novembre en appelant à la manifestation contre l'austérité et en développant un pôle syndical dans le cadre de cette manifestation.